



LE 9 MAI, JOURNÉE DE GREVE FONCTION PUBLIQUE **RASSEMBLEMENT dvt le SIP de La Roche / Yon dès 7h15**

Avec la loi de «transformation de la Fonction Publique», le gouvernement a décidé de frapper fort et vite en s'attaquant frontalement aux fonctionnaires. Ce projet porte une atteinte grave au service public. C'est aussi «une boîte à outils» pour les restructurations massives en cours et à venir dans nos ministères avec leurs milliers de suppressions d'emplois.

Le projet de loi sur la Fonction publique prévoit :

- des recrutements de contractuels, y compris sur des emplois de titulaires,
- des contrats de mission et une précarité accrue,
- la rupture conventionnelle, comme dans le privé,
- des dispositifs de mobilité forcée (avec des détachements d'office vers d'autres administrations, statuts et entités de type «agences»),
- la généralisation de la rémunération individualisée (RIFSEEP) et à la «tête du client»,
- des plans de départ «volontaire» de fonctionnaires touchés par les restructurations,
- la suppression des Comités Techniques et des CHSCT,
- la suppression des CAP mutations et promotions alors que celles-ci ont toujours garanti une application équitable des règles.

**Service public «low cost», «flexi-insécurité», c'est un projet global
«perdant-perdant» pour les agents et les usagers !**

Pour atteindre l'objectif des 50 000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique d'État, Bercy est encore et toujours considéré comme un inépuisable réservoir.

En décrétant, sans concertation ni négociation, que certaines missions peuvent et doivent être abandonnées, externalisées ou privatisées, les pouvoirs publics trouvent leurs marges de manœuvre.

La restructuration dans les DIRECCTE est le premier exemple d'une liste qui risque très vite d'intégrer l'ensemble des directions des ministères économiques et financiers, à l'instar de la CCRF dont une partie des missions est sur la sellette.

Le numérique et l'intelligence artificielle sont de puissants vecteurs de transformation, utilisés pour l'essentiel non pas pour améliorer la qualité du service rendu pour l'intérêt général, mais pour dégager des gains de productivité, supprimer encore plus d'emplois et d'implantations.

La DGFIP est de ce point de vue en première ligne !

Le recours au recrutement accru de contractuels va accroître une précarité déjà bien présente dans la Fonction publique et à Bercy. La cohabitation contractuels/titulaires sur des emplois et des missions de même nature, avec des régimes indemnitaires et des rémunérations différentes sera source de conflits et de tensions.

Les perspectives de carrières et les débouchés fonctionnels vont s'amoindrir tandis que toute mesure générale d'augmentation des rémunérations sera proscrite, entamant encore un peu plus le pouvoir d'achat de tous les agents publics, soumis par ailleurs au jour de carence.

Les conflits en cours aux Douanes et à la DGFIP démontrent, non seulement le refus d'un véritable dialogue social, mais surtout l'absence de reconnaissance des efforts accomplis par les agents dans leur travail au quotidien.

REAGIR OU SUBIR : A VOUS DE CHOISIR !!!

C'est pourquoi les 4 organisations syndicales FO DGFIP 85, Solidaires Finances Publiques 85, CGT Finances Publiques 85 et CFDT Finances Publiques 85 appellent l'ensemble des personnels de la DDFiP de Vendée à être massivement en grève le 9 mai en participant aux 2 rassemblements dès 7h15 devant le SIP de La Roche/Yon à l'entrée de la Cité administrative, puis à 13h30 Place Napoléon avec les autres administrations.



====> RASSEMBLEMENT « DGFIP » dvt le SIP de La Roche / Yon dès 7h15

====> puis RASSEMBLEMENT « FONCTION PUBLIQUE » Place Napoléon à 13h30